

années, cependant, presque partout des gens ont commencé à s'apercevoir qu'en modifiant à long terme les éléments essentiels à la vie, l'être humain risquait de compromettre tout autant, sinon plus, sa sécurité qu'avec les guerres nucléaires et les agressions militaires contre lesquelles il s'est tellement appliqué à se défendre.

La vitesse à laquelle cette nouvelle perception s'est répandue illustre remarquablement le pouvoir de nos nouveaux systèmes de communications de masse. La publication, en 1987, du rapport de la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, présenté à l'Assemblée générale des Nations-Unies et connu sous le nom de Rapport Brundtland, a conféré un caractère pressant à des craintes et à des préoccupations qui s'amplifiaient depuis plusieurs décennies. En deux ans, ce rapport s'est vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires dans des dizaines de pays et en plus grand nombre au Canada que nulle part ailleurs. Rapidement, donc, les dirigeants politiques ont dû prêter attention au phénomène.

Depuis que l'environnement est devenu un sujet d'inquiétude général à la fin des années soixante, la plupart des responsables politiques ont agi comme si les questions environnementales (propreté de l'eau et de l'air, fertilité des sols, forêts vigoureuses) venaient au second plan derrière la véritable gestion des affaires de leur pays.

En fait, c'est à cause de ce manque d'empressement politique que l'idée du présent livre est née à la fin de 1987. Nous avions le sentiment que les gouvernements canadiens réagissaient trop mollement aux défis issus de ces développements nouveaux et spectaculaires. Le gouvernement fédéral semblait rechigner à saisir les occasions que ces évolutions offraient.

LE CONTRASTE ENTRE LA VISION DE L'AVENIR exposée dans le Rapport Brundtland et celle du gouvernement canadien, telle qu'elle se révélait dans le Livre blanc sur la Défense (1987), était tout simplement trop flagrant pour qu'on en restât là. Le Rapport Brundtland laissait entendre qu'il fallait envisager l'avenir différemment et redistribuer sans tarder les ressources pour relever les défis inédits que nous pose notre sécurité à long terme, en tant que Canadiens et citoyens du monde. En revanche, le Livre blanc sur la Défense passait cette nouvelle dimension sous le silence le plus complet pour ne présenter aux Canadiens et Canadiennes qu'un programme de réarmement reposant sur ce qui s'est avéré (et toujours plus de jour en jour) être des clichés dépassés datant de la Guerre froide.

Il importait, selon nous, de stimuler le débat public sur ces problèmes viraux. C'est alors que quelque chose d'intéressant s'est produit. En effet, le hasard a voulu qu'entre la conception du présent ouvrage et sa parution dix-huit mois plus tard, un profond changement s'opérât dans la façon dont la population percevait les choses. Peut-être l'été exceptionnellement chaud de 1988 y fut-il pour quelque chose ? Tandis que les climatologues du monde entier se réunissaient à Toronto pour examiner la perspective de changements climatiques à long terme provoqués par l'être humain, changements à cause desquels des dizaines de grandes villes risquent d'être submergées, des forêts décimées et la superficie des terres agricoles réduite (bref, la vie humaine de se trouver révolutionnée), la ville étouffait sous les plus hautes températures enregistrées depuis des années, et beaucoup de gens éprouvaient des difficultés à respirer dans l'air lourd et chargé de smog.

On a appris que les cinq années les plus chaudes qu'ait connues le Canada depuis un siècle qu'on relève les températures se trouvaient dans les années 1980. Il apparaissait donc que les changements climatiques n'étaient plus une perspective lointaine, mais qu'ils étaient déjà bien présents dans nos vies.

Au cours des six à huit mois qui ont suivi cet été torride, nous avons été inondés de reportages examinant des scénarios d'avenir aussi dramatiques qu'affreux qui allaient de la destruction épouvantable de l'environnement à des accidents causes de pollution aux quatre coins de l'Europe de l'Est, de l'Amérique du Sud et de l'Afrique. Pendant un temps, ce fut apparemment à qui trouverait le pays le plus irresponsable : l'Éthiopie, avec son érosion massive des sols; l'Union soviétique, avec ses détournements désastreux de

cours d'eau; la Tchécoslovaquie, la Chine ou la Pologne, avec leur pollution atmosphérique effroyable; le Brésil, avec sa destruction insensée de la forêt tropicale humide; les États-Unis ou le Canada qui, au nom du progrès industriel, déversent des poisons mortels dans les campagnes et les océans. Voilà ce que nous ont servi quotidiennement nos médias qui, ayant découvert le filon, semblaient se complaire à nous faire tous mourir de peur.

À PEINE CE DÉLUGE D'INFORMATIONS EFFRAYANTES AVAIT-IL COMMENCÉ À s'apaiser avec l'arrivée de l'hiver que la pire catastrophe pétrolière jamais survenue en Amérique du Nord ravageait l'océan et les côtes superbes et pures du sud de l'Alaska. Cet accident a révélé de la manière la plus brutale à quel point les apaisements fournis par les plus grandes sociétés mondiales face aux inquiétudes des écologistes, via la télévision et la publicité dans les revues, sont sans valeur. Ces sociétés prennent des décisions importantes, mais le spectacle du détroit du Prince William recouvert de pétrole a prouvé que nous ne pouvons nous en remettre à elles, à moins qu'une population informée et concernée les rappelle constamment à l'ordre et les surveille sans relâche. Il est clair que des millions de gens l'ont compris.

Dans les deux années qui ont suivi la publication du Rapport Brundtland, d'autres événements sont venus illustrer son influence remarquable sur le débat public tout autour de la planète :

- le président Bush a reconnu l'existence des précipitations acides et s'est décidé à faire quelque chose, même si ce n'est pas suffisant;
- c'est à l'initiative de Margaret Thatcher qu'une conférence internationale sur les changements climatiques a eu lieu;
- la Communauté économique européenne a adopté une politique agricole orientée vers la protection de l'environnement, afin d'encourager l'emploi d'engrais organiques et de décourager l'agriculture industrielle;
- le gouvernement hollandais aura été le premier au monde à être renversé sur une question environnementale. En effet, la coalition gouvernementale s'est désagrégée à cause d'un nouveau plan d'une portée considérable qui visait à résoudre la crise environnementale du pays en une génération en doublant le budget affecté à l'environnement pendant les quatre prochaines années;
- les partis écologistes comptent plus de députés au Parlement européen et, en Angleterre, ils ont remporté 15 p. 100 des suffrages aux dernières élections;
- au Canada, le gouvernement a abandonné son programme de réarmement, ce qui lui permet

de se consacrer davantage à des problèmes à plus long terme. Un groupe de gens d'affaires américain a même décerné un prix à Brian Mulroney pour les discours vibrants qu'il a prononcés au cours de conférences internationales.

Que tant de nos dirigeants se soient ralliés à la cause après des décennies d'indifférence montre toute l'importance que les questions environnementales ont désormais acquise. Pour ne pas se laisser dépasser par les événements, ces dirigeants ont dû, ne serait-ce que pour la forme, déclarer que l'espèce humaine ne pourra connaître un avenir sans inquiétude que si nous parvenons à bâtir une économie planétaire viable du point de vue environnemental.

Les paroles ne suffisent évidemment pas. Ainsi, un groupe de militants canadiens a suivi le premier ministre, M. Brian Mulroney, à une conférence en Europe et l'a fortement critiqué devant la presse mondiale, car ses discours vigoureux en faveur de politiques viables n'ont pas empêché son gouvernement de réduire les fonds alloués à des projets sur les énergies de remplacement tout en investissant sans compter dans des méga-projets énergétiques lourds de conséquences d'ordre climatique. Les écologistes ont accusé le premier ministre de parler plus qu'il n'agit.

Nous avons ainsi découvert qu'entre amener les dirigeants politiques à souscrire au concept de viabilité, et les forcer à prendre les mesures qui s'imposent, il y a un fossé énorme. Il ne fait aucun doute qu'il faudra des années de débat politique féroce et de lutte acharnée avant d'obtenir la création d'un nouvel ordre international. ▽

